

«Un plan d'action bio national ferait beaucoup de bien à la Suisse»

La Conseillère aux États Maya Graf est depuis des décennies favorable au bio. Elle attribue un rôle clé au FiBL.

Qu'est-ce qui vous a sensibilisée au bio?

Maya Graf: J'ai grandi dans la ferme dont je suis copropriétaire et où je vis encore aujourd'hui avec ma famille en communauté agricole. Les années huitante, avec la mort des forêts et le mouvement écologique, m'ont politisée. Depuis c'était clair pour moi: Notre agriculture aussi doit travailler avec la nature, pas contre elle. Nous avons reconverti la ferme au bio en 2000. Quant je suis arrivée au Parlement national en 2001, je suis devenue présidente de l'actuel Groupe suisse de travail sur le génie génétique SAG. En 2005 les citoyens suisses ont dit oui au moratoire sur les OGM, ce qui a été décisif pour la protection de l'agriculture biologique. Et le bio reste exempt d'OGM, les délégués de Bio Suisse l'ont récemment réaffirmé.



Maya Graf défend les Verts au Conseil des États depuis 2019. Photo: màm

Comment avez-vous fait connaissance avec le FiBL?

Dès les débuts encore à Oberwil dans notre canton. Mon frère travaillait au FiBL comme ingénieur agronome EPF.

En tant que Conseillère nationale et aux États, vous avez jusqu'ici déposé plus de 120 interventions en relation avec l'agriculture. Beaucoup d'entre elles concernaient aussi le FiBL. Pourquoi?

Le FiBL offre de la recherche appliquée et travaille sur place près des familles paysannes. Il est en plus à la pointe mondiale de la recherche et du développement scientifiques dans les grands thèmes comme le climat, la biodiversité et l'agroécologie. L'approche systémique de l'agriculture biologique et la recherche du FiBL sont plus que jamais demandées et importantes pour la transformation de notre système alimentaire.

Est-il arrivé que vous ne soyez pas d'accord avec le FiBL?

Il est important et normal d'avoir différentes opinions dans un institut de recherche. Le FiBL est indépendant comme une EPF ou une université. La recherche du FiBL englobe tout le système alimentaire, ce qui est une condition pour une filière de création de valeur durable, écologique et respectueuse du climat. Il est important que différentes approches de solutions se développent pour des questions d'aussi grande portée. Par exemple, l'ancien directeur du FiBL caresse l'idée de l'utilisation de l'ingénierie génétique en agriculture biologique. Il doit bien sûr pouvoir avoir sa propre opinion, mais il va aussi de soi qu'on doit pouvoir le contredire avec de bons arguments (rit).

Vous avez beaucoup milité pour un financement solide du FiBL. Comment exactement?

Cela n'a été possible que grâce à une large alliance politique. Il fallait pour ça des coalitions suprapartisans au Parlement et le soutien de fédérations comme l'Union suisse des paysans. Ça a bougé avec deux motions qui voulaient faire d'Agroscope et du FiBL des partenaires à égalité. Le Conseil fédéral avait refusé, mais le Parlement a reconnu la nécessité d'augmenter la recherche bio et a mis depuis 2020 un financement supplémentaire au budget. C'est seulement comme ça que les défis de l'avenir pourront être maîtrisés. Il existe depuis lors avec l'Office fédéral de l'agriculture un contrat de soutien financier pour un financement de base de 15 millions de francs par année renouvelable tous les quatre ans. Une anecdote montre à quel point le FiBL est ancré dans la Berne fédérale: Lorsque l'ancien président du Conseil de fondation du FiBL Martin Ott a quitté sa fonction, c'est Bernhard Lehmann, l'ancien chef de l'Office fédéral de l'agriculture, qui a été élu à ce poste.

Avez-vous déjà pu profiter vous-même des résultats des recherches du FiBL pour votre politique?

Oui, par exemple dans le domaine de la sélection végétale. Un de mes postulats a débouché sur la «Stratégie Sélection végétale 2050» dans laquelle Monika Messmer, responsable du Groupe Sélection végétale du FiBL, a joué un rôle important

avec sa grande expérience. Cette stratégie veut aussi renforcer les sélectionneuses et sélectionneurs privés de semences bio – et en particulier de variétés biologiques de céréales – en Suisse, car ils sont souvent oubliés. Ils doivent pouvoir trouver leur place et le soutien financier nécessaire, mais la majorité des fonds continue malheureusement d’aller vers les grands acteurs comme l’EPF Zurich par exemple. Je suis d’une manière générale souvent très contente des résultats venus de Frick, car ils fournissent les fondations nécessaires à mon travail.

Vos interventions réclament la plupart du temps davantage de pondération, mais il y a des lignes rouges. Vous critiquez l’EPFZ, qui voulait se faire financer une chaire par l’actuel groupe Syngenta.

La recherche publique doit être indépendante. Il ne faut pas qu’un groupe actif dans le même domaine qu’une institution de recherche assure son sponsoring. Cela ne concerne pas seulement Syngenta, je trouve que c’est un problème général. L’EPFZ est une institution fédérale qui reçoit beaucoup d’argent du contribuable et doit aussi acquérir des autres fonds. Cela est valable pour toutes les institutions de recherche, aussi pour le FiBL. Mais il faut de la transparence et des directives de gouvernance claires.

La Suisse n’a pas d’objectif bio comme par exemple l’UE, qui prévoit 25 pour cent de surfaces bio d’ici 2030. La politique agricole PA 22+ ne parle jamais concrètement du bio, seulement de durabilité et d’agroécologie. Pourquoi?

La Confédération a reconnu le concept de l’agroécologie et a essayé de le mettre en œuvre à partir de la PA 14+, mais il manque une stratégie pour l’avenir. Un plan d’action bio national ferait beaucoup de bien à la Suisse et à tout son secteur agroalimentaire. Et il tiendrait compte de l’opinion d’une large couche de la population. Mais le Conseil fédéral et le Parlement n’ont jusqu’ici malheureusement pas eu le courage

«Il ne faut pas qu’un groupe actif dans le même domaine qu’une institution de recherche assure son sponsoring.»

Maya Graf, Conseillère aux États

nécessaire. Nous avons en Suisse une industrie alimentaire puissante qui est en cheville avec la politique bourgeoise et l’Union suisse des paysans. Ce lobby a toujours empêché une offensive bio. C’est dommage, comme on le voit en regardant l’Autriche par exemple. Maintenant ça avance comme si souvent seulement à petits pas. Il y a heureusement dans plusieurs cantons des plans d’action pour plus d’agriculture bio.

Vous vous engagez aussi pour l’égalité des droits de la femme dans l’agriculture, une carence qui perdure depuis des décennies. Pourquoi cela dure-t-il aussi longtemps?

Au travers de l’Alliance des sociétés féminines Alliance F, je collabore depuis longtemps avec l’Union suisse des paysannes et des femmes rurales USPF. Nous voulons que les femmes de toutes les fermes aient une couverture sociale même si elles

ne sont pas annoncées comme copropriétaires ou travailleuses indépendantes. On remarque qu’une nouvelle génération de paysanne avance et qu’elle exige enfin aussi cela. Mais nous constatons de manière générale que les rôles stéréotypés traditionnels sont encore fortement ancrés dans l’agriculture. Les personnes de la famille qui travaillent n’ont de loin pas toutes un contrat de travail et n’ont donc pas de couverture sociale. Il faut donc pour cela de nouvelles directives juridiques, également pour le partage de la propriété en cas de divorce. Les femmes qui travaillent ne sont aussi propriétaires que dans un cas sur dix, mais ce nombre augmente.

Comment le FiBL sera-t-il organisé lors de son 75^{ème} anniversaire? Quelle importance aura-t-il?

L’Institut jouera toujours un rôle extrêmement important. La crise du climat et de la biodiversité progresse rapidement. Une pensée et une action globales sont plus que jamais requises dans le cas du secteur agricole et agroalimentaire. Cela fait plus de trente ans que je lutte contre la pensée linéaire et la destruction de nos ressources naturelles au bénéfice de la logique du profit à court terme. Il ne faut donc pas simplement produire plus de nourriture bio, il faut en même temps diminuer le gaspillage alimentaire et réduire la proportion de produits animaux. Nos ressources ont une fin, donc nous avons besoin d’approches systémiques comme le FiBL en explore chaque jour de manière scientifique pour les mettre à disposition du monde entier. L’Institut ne fait pas que générer les bases pour la transformation, il élabore aussi les nécessaires «best practices» en assurant le transfert des connaissances aux entreprises agricoles. Nous avons besoin d’énormément de solutions durables différentes, et cela dans un temps très court.

Interview: Beat Grossrieder



Une Verte de la première heure avec une veine sociale

Maya Graf (née en 1962) est travailleuse sociale et copropriétaire de la ferme bio familiale à Sissach BL. Elle a réussi en 2001 à introduire les Verts au Conseil national, où elle a été active entre autres dans la Commission de la science, de l’éducation et de la culture CSEC-CN et dans la Commission de gestion. Elle siège depuis 2019 au Conseil des États et dans les mêmes commissions ainsi que dans la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique. Maya Graf s’engage entre autres aussi pour Alliance F, Biovision, la Fondation Greina, Inclusion Handicap, la Fondation suisse du scoutisme ou Pro Specie Rara.

www.mayagraf.ch (DE)

Voix et événements pour le jubilé des 50 ans du FiBL

En plus de cette série d’interviews, d’autres personnalités ont la parole en ligne au cours de cette année. Elles parlent du FiBL et de leur relation avec lui. Le programme de la fête comprend aussi des événements qui culmineront avec les dix jours de la caravane du FiBL, qui visitera des fermes dans toute la Suisse et se terminera festivement le 31 août 2023 avec l’«Innovation Day» sur le campus du FiBL à Frick AG.

www.fibl.org > Sites > Suisse > 50 ans du FiBL